

Un Hongrois à New-York



9 - 11:59

Rencontre avec André Erdős

André Erdős, ancien ambassadeur de Hongrie en France et ancien représentant permanent de la Hongrie auprès des Nations Unies, a passé 16 ans de sa vie à l'ONU. Aujourd'hui professeur à l'Université Corvinus, il enseigne l'histoire et le fonctionnement des organisations internationales.

JFB: Vous êtes le Hongrois réputé le plus francophone de ce pays. Pourquoi vous appelez-vous André et non pas András?

André Erdős : N'exagérons rien. Mais c'est vrai que je suis une de ces rares personnes en Hongrie à être né «pieds-noirs» en Algérie, à l'époque où elle était française. Avant la guerre, pendant la grande dépression économique de 1929/1933, de nombreux Hongrois ont quitté la Hongrie, dont une partie pour la France, et certains se sont retrouvés à Alger. Mes parents se sont rencontrés dans cette ville et c'est là que je suis né. On m'a donné le prénom André en souvenir d'un des frères de mon père, qui s'appelait Endre.

JFB: D'après vous, qu'est-ce qui a provoqué le changement de régime en 1989, dont on fête cette année les 20 ans?

A.E. : On pressentait déjà dans la seconde moitié des années 80 que le monde allait changer. Des tendances et des événements se manifestaient, qui présageaient des transformations radicales qui allaient se produire en Europe. En 1985 Gorbatchev s'était retrouvé au pouvoir en URSS et avait introduit un style de gouvernement tout à fait différent en lançant la fameuse «perestroïka» qui visait à humaniser, à rendre plus transparent le régime soviétique. Parallèlement, des processus se sont mis en marche dans certains pays du bloc de l'Est, processus qui ont entamé les fondements de ces sociétés fermées. La Hongrie à l'époque était à l'avant-garde de ces changements, elle agissait, en politique étrangère, d'une manière totalement inconcevable dans les autres pays satellites de l'URSS. A cette époque-là, je travaillais à Vienne à la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) où nous, Hongrois, faisions vraiment cavaliers seuls parmi les pays du bloc de l'Est, mais nous percevions que les choses «bougeaient» de plus en plus. Les Soviétiques, au début de la Conférence, en 1986, étaient encore perçus comme les «Big Brothers» qui les surveillaient, mais, en même temps, les protégeaient. Vers la fin de la Conférence, en 1988/89, ces alliés se sont rendu compte que cette URSS là était déjà en voie de disparition et que les délégués soviétiques commençaient à faire preuve d'une étonnante souplesse et de compréhension à l'égard des «rebelles» du Traité de Varsovie: les Hongrois et les Polonais. Les autres sentaient que le vent tournait contre eux, et c'est ainsi que la Conférence de Vienne a donné le signal, sur le plan international, de l'imminence d'un grand changement, à tel point que le document de clôture de la Conférence, adopté en janvier 1989, était à mes yeux un document révolutionnaire. En effet, un an après, nous avons été témoins de transformations inouïes en Europe, dont l'ampleur a dépassé toutes les prévisions et attentes. En 1990, le paysage politique de l'Europe de l'Est avait déjà complètement changé. Une nouvelle ère avait commencé dans toute l'Europe, celle de la démocratie et de l'économie de marché.

JFB: Selon vous, ces changements sont-ils désormais achevés? Pourquoi les choses ne semblent pas fonctionner comme elles le devraient?

A.E. : Quand je donnais des conférences à l'étranger sur l'entrée de la Hongrie dans les différents groupes d'intégration occidentaux, je résumais les raisons de notre accession à l'Union européenne et à l'OTAN à travers quatre facteurs: le premier était la démocratie. Une fois que nous faisions partie de ces systèmes d'intégration, cela représentait une sorte de garantie pour la solidité du régime démocratique et aussi une protection contre des dérapages nationalistes. Le deuxième facteur était

l'économie. Avec l'entrée de la Hongrie dans ces systèmes d'intégration, nous allions avoir un développement économique soutenu, assister à la naissance d'une société de bien-être. Puis je parlais de sécurité: à l'intérieur de ces groupes, nous serions à l'abri de menaces militaires classiques. Et enfin, la psychologie était le quatrième facteur. Avec l'adhésion du pays à ces groupes d'intégration, nous allions observer un changement de mentalité, qui serait à la fois héritée de notre histoire ancienne et plus récente, adaptée aux circonstances nouvelles.

En fait, si je devais refaire les mêmes conférences aujourd'hui, il faudrait que je révise certains de mes propos car, avec le recul, nous pouvons mesurer que ce chemin est beaucoup plus compliqué et accidenté qu'on l'aurait imaginé. Le seul facteur qui reste valable est la sécurité militaire. Quant à la psychologie, nous avons pu noter à quel point le changement des mentalités est l'un des défis les plus complexes. C'est un processus de longue haleine, je constate que, malheureusement, l'homme de la rue continue à être attiré par des solutions simplistes et une rhétorique populiste.

JFB: Quel regard les pays qui n'appartenaient pas au bloc de l'Est portent-ils sur ces changements?

A.E. : Évidemment, nous sommes toujours plus enclins à nous focaliser sur nos propres problèmes et ressentons de plein fouet leur poids et leur ampleur. Je sais bien que tous les autres pays ont leurs difficultés, la vie n'est simple nulle part. Et cela soulage d'une certaine manière, parce qu'on a tendance à penser, en Hongrie, que l'on est les seules victimes de l'Histoire. Or les pays de l'UE font eux aussi face à des difficultés dans leurs systèmes politique, économique et social. Ceci dit, il est vrai que la Hongrie traverse actuellement une phase particulièrement difficile de son développement, et ce sur tous les plans. Par rapport à la situation qui prévalait au moment du changement de régime, nous sommes aujourd'hui incontestablement dans une situation beaucoup moins confortable, voire précaire: difficultés économiques, disposition d'esprit confuse au sein de l'élite politique, virulence du discours public, manifestations extrémistes. Il y a donc une certaine instabilité politique en Hongrie qui n'est pas due au hasard, mais à la complexité du processus de transition, aux erreurs commises et aux nombreuses manipulations politiques.

JFB: Selon vous, quels sont les résultats positifs du changement de régime?

A.E. : En dépit de toutes ces difficultés, il y a des piliers qui restent immuables: il y a une démocratie dans le pays, un parlement, des élections libres et transparentes, il y a une économie de marché et l'appartenance de la Hongrie à l'UE et à l'OTAN, deux «outils» importants pour faire avancer la démocratie en Hongrie. Mais je me rappelle toujours les propos de Churchill qui avait dit en son temps que la démocratie est un mauvais système, mais que l'on n'en a pas inventé de meilleur. Nous constatons quotidiennement en Hongrie combien la démocratie est vulnérable, combien elle est exposée à toutes sortes d'interférences. Mais nous sommes du bon côté du continent et cela nous offre de grandes opportunités. C'est là que réside la garantie de l'avenir, de la sécurité et de la prospérité de notre pays au sein de la famille européenne.

JFB: Vous êtes actuellement professeur à l'Université Corvinus. Quelle matière enseignez- vous?

A.E. : L'histoire et le fonctionnement des organisations internationales, car j'ai passé quelques 16 années de ma vie aux Nations Unies à New York. La première fois j'étais membre de la mission permanente de la Hongrie auprès de l'ONU, ensuite j'ai eu deux affectations comme ambassadeur, y compris une présence au sein du Conseil de Sécurité. C'est pendant cette période, au début des années 90, qu'a éclaté la guerre en l'ex-Yougoslavie. Cela a apporté à l'équipe des diplomates hongrois une expérience inattendue et amèrement inoubliable: au-delà du Cambodge, du Rwanda et d'autres questions à l'ordre du jour du Conseil, c'est le drame humain et ses implications en ex-Yougoslavie, le long de nos propres frontières du sud, qui n'ont cessé de nous hanter. La communauté internationale a traité cette crise lamentablement, elle a perdu beaucoup de temps, a mal formulé les mandats indispensables à l'action, a mal calculé les moments du lancement de ces actions ou a tout simplement raté des opportunités. De plus, elle n'avait pas les ressources financières requises. Tout cela a mené à une guerre sanglante qui a duré quatre ans, a causé plus de 100 000 morts et a poussé des millions de gens sur le chemin de l'exil. J'ai du mal à oublier les expériences que j'ai vécues tout au long de ces débats au Conseil de Sécurité ni celles sur le terrain. Nous avons pu voir sur place, dans toute sa réalité physique, ce que représentent l'intolérance, le nationalisme à outrance, le chauvinisme, l'ethnocentrisme. Je souhaite de tout cœur que l'humanité, et plus particulièrement notre famille transatlantique, puissent en tirer les enseignements nécessaires.

Beáta Szathmáry

•

Catégorie

Agenda Culturel